

Le gouvernement supprime son service «Désinfox CORONAVIRUS», critiqué par de nombreuses rédactions



Article rédigé par *RT France*, le 06 mai 2020

Source [RT France] Une plateforme en ligne gouvernementale, recensant des articles de «fact-checking» tirés de la presse à propos du coronavirus, avait suscité l'indignation de nombreuses rédactions. Franck Riester a annoncé sa suppression. Le nouveau projet gouvernemental de fact-checking, «Désinfox CORONAVIRUS», aura fait long feu.

«Le gouvernement a pris la décision de retirer cette page du site du gouvernement. J'en profite pour saluer le travail remarquable des journalistes pendant la crise», a déclaré le ministre de la Culture, Franck Riester, selon des propos rapportés par une journaliste de France 2 et France Ô ce 5 mai – soit moins d'une semaine après le lancement de la plateforme en question.

Cette initiative (émanant du Service d'information du gouvernement, SIG) «ne représentait évidemment pas un objectif de tri d'articles ou d'informations», selon le ministre, qui répondait à l'Assemblée nationale à une question de la députée Frédérique Dumas (Libertés et Territoires, ex-LREM). «Pour autant, je peux comprendre les inquiétudes qui ont été suscitées par ce service dans les rédactions, parce qu'il ne s'agit pas absolument pas pour l'Etat de labelliser les médias ou d'orienter le choix des Français vers tel ou tel média», a poursuivi Franck Riester, ajoutant que dès lors, «le gouvernement a[vait] pris la décision de retirer cette page du site du gouvernement».

De fait, la page web en question ne comporte plus la liste, tant critiquée, d'articles de presse sélectionnés par les autorités.

Dévoilé le 30 avril par Sibeth Ndiaye l'espace «Désinfox CORONAVIRUS», visait à lutter contre la désinformation en temps de crise sanitaire. Il se proposait de donner «accès aux articles de médias français luttant, dans le cadre de la crise sanitaire, contre la désinformation». «Pour se protéger et protéger les autres, il est nécessaire de se référer à des sources d'informations sûres et vérifiées», faisait valoir le site du gouvernement, qui listait des articles tirés de divers médias.

En savoir plus sur RT France :

<https://francais.rt.com/france/74834-gouvernement-decide-supprimer-son-service-controvers%C3%A9-d%C3>